

sion dont nous ignorons la composition. Selon le gouvernement, il s'agit d'une bagatelle, elle existera aujourd'hui et disparaîtra demain, tel l'illusionniste et son lapin qu'il fait disparaître. On nous demande de ne pas nous inquiéter des modalités. Le cabinet se réunira un jour et adoptera les règlements. Nous ignorons tout de ces modalités. Le programme sera confié à une commission qui en fera un atout politique pour sauver le gouvernement. Or, il faudra bien plus que cela pour sauver ce gouvernement maladroit car le public est désormais bien au courant des bourdes économiques du gouvernement actuel.

D'après la *Gazette*, même aux jours d'incertitude, de gâchis et de recul de Pearson, le gouvernement ne s'est jamais trouvé dans la situation où il se trouve. Il ne peut pas fonctionner et diriger le pays. Le journal est le porte-parole d'un grand nombre. Il est temps que les choses changent. Il ne sera pas bien difficile d'en convaincre les Canadiens.

**M. Perrault:** Faites de la politique maintenant.

**M. Woolliams:** Je ne le ferais pas parce que nous savons que vous êtes un homme d'État. Je conclus en recommandant la création d'un marché commun nord-américain qui réglerait certains de nos problèmes à la manière du marché commun européen. Nous n'y arriverions pas du jour au lendemain. Nous devrions immédiatement consentir des stimulants et des réductions d'impôts à l'industrie. Pour que le programme réussisse tant soit peu, il devrait y avoir assez d'argent pour garder aux Canadiens leurs emplois. En fait, il devrait y en avoir assez pour conserver les emplois qui existent, mais aussi pour remettre l'industrie en marche afin qu'elle puisse absorber les 500,000 ou 600,000 Canadiens en chômage.

Si le ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Pepin) ou le ministre des Finances (M. Benson) m'avait exposé un argument de ce genre, j'aurais un peu d'espoir qu'on trouve une solution à ce problème que le gouvernement a créé en raison des rapports qu'il entretient avec les États-Unis. Nous avons entendu les propos du ministre des Finances, mais nous ne pouvons accepter ou croire un seul mot de ce qu'il a dit. Pas une de ses prédictions ne s'est réalisée jusqu'ici. Le scepticisme qu'il nous inspire est aussi vaste que l'embouchure du Saint-Laurent. On sait pourquoi on a demandé au ministre de l'Industrie et du Commerce, qui a bon cœur et bon caractère, de diriger le débat sur le bill. Le gouvernement sait que personne au Canada n'accepterait les prédictions du ministre des Finances en ce qui concerne le ministère des Finances ou la relance du commerce extérieur. Je vous remercie beaucoup, monsieur l'Orateur.

**M. Barnett J. Danson (secrétaire parlementaire du premier ministre):** Monsieur l'Orateur, j'espère que certains d'entre nous ont encore le tympan intact. Dans un souci de mise au point, je voudrais revenir à nos préoccupations des semaines qui précédaient la déclaration sensationnelle par le président Nixon de ses mesures économiques d'urgence. Notre économie était en marasme. Nous venions de traverser une des périodes les plus difficiles des années d'après-guerre. Nous avons réussi dans une grande mesure à freiner le rythme des accélérations inflationnistes, mais nous subissons, et nous subissons encore, un taux de chômage inadmissible. Cependant, nous percevions quelques indices d'espérance, quelques rayons de lumière.

Le budget expansionniste récent et l'annonce des projets de réforme fiscale avaient dissipé une grande partie de l'incertitude d'auparavant et permis au monde des affaires de faire des projets avec plus de certitude et d'optimisme. La vaste majorité des Canadiens pouvait compter sur un abaissement des impôts des particuliers. Les chômeurs devaient profiter de mesures législatives leur assurant des prestations plus élevées. Les bénéficiaires des pensions de vieillesse sans revenu supplémentaire appréciable et les anciens combattants titulaires de pensions voyaient augmenter leurs prestations, des prestations un peu plus proches de ce qu'une société aussi riche que la nôtre devrait offrir, quoique encore, dans bien des cas, inférieures aux besoins ou à ce que nous souhaitons. Les dégrèvements fiscaux pour les citoyens âgés et toutes les personnes à faible revenu, en plus de la hausse des pensions et de prestations comme celles que j'ai mentionnées, et d'autres projetées, telles des allocations familiales accrues, introduiraient des centaines de millions de dollars immédiatement disponibles dans l'économie, stimulant extrêmement nécessaire.

**Une voix:** L'auteur?

**M. Danson:** L'auteur est celui qui parle. Il y avait de véritables signes de changement dans l'économie. Elle était un peu inégale et un peu hésitante, mais, au cours de mon incursion dans le monde réel, loin de la colline parlementaire, pendant le congé, j'ai vu bien des signes encourageants—un optimisme prudent et l'indice, dans bien des domaines, d'un retournement véritable. L'industrie de la construction, stimulée par une amélioration importante et fort bienvenue dans les mises en chantier, le stimulant peut-être le plus efficace pour la croissance économique, intensifiait et intensifie actuellement l'activité dans une multitude d'industries d'approvisionnement qui, à leur tour, profitent d'une occupation accrue des habitations.

Les entreprises commerciales avaient réussi en général à se tirer d'une année des plus difficiles, grâce à la réduction des inventaires et à un fonctionnement plus efficace imposés par l'arrêt d'une croissance sans précédent qui avait duré pendant des années. Elles étaient en mesure d'accroître leur efficacité et leurs moyens de concurrence sur les marchés d'exportation et vis-à-vis des importations. Elles étaient et sont encore en mesure de répondre à la demande des consommateurs, demande accrue grâce aux prestations, aux dégrèvements fiscaux et au déblocage des immenses épargnes accumulées par de prudents Canadiens au cours de la lutte contre l'inflation et de l'époque où le climat économique était moins optimiste. Comparativement à d'autres nations, le Canada s'en était bien tiré, mais non sans de cruels déboires du côté de l'emploi.

Mais une grande source d'inquiétude n'en existait pas moins. Elle venait de l'extérieur et nous n'y pouvions à peu près rien. Il s'agissait de l'équilibre de l'économie américaine. Les États-Unis n'avaient toujours pas maîtrisé leur inflation ni l'augmentation du chômage. On ne pouvait déceler dans leur économie les raisons d'espérer qu'offrirait la nôtre. En fait, la crise à laquelle ils faisaient face pouvait les plonger dans une période de régression encore plus grave et nous y entraîner avec eux. C'est ce qui arriverait, peu importe leur part de propriété dans notre industrie. Et cela peut arriver n'importe quand, tout simplement parce que leur économie est gigantesque,